

Lorenz Engi (2015). Was verbietet die Würde der Kreatur? Zu den praktischen Konsequenzen der Verfassungsnorm

Schulthess, Zürich, Basel, Genf, 132 Seiten
ISBN 978-3-7255-7229-8

Seit die «Würde der Kreatur» 1992 Eingang in die Schweizerische Verfassung gefunden hat, ist sie Gegenstand heftiger Kontroversen. Der Jurist und Philosoph Lorenz Engi will in seiner Studie «Was verbietet die Würde der Kreatur?» nüchtern klären, «was die Würde der Kreatur im Rechtssinn bedeutet» (p. 15). Diese Frage lässt sich in zwei Teilfragen untergliedern: Was ist der begriffliche Gehalt des Würdebegriffs? Und zweitens: Was bedeutet es praktisch, wenn die Würde eines Wesens juristisch geschützt ist? Die erste Frage ist philosophischer Natur. Ihr wendet sich der Verfasser in Teil I («Ausgangspunkte») zu. Die zweite ist genuin juristisch. Sie geht der Autor in den Teilen II («Klärungen») und III («Schlussfolgerungen») an.

Den begrifflichen Gehalt des Würdekonzepts expliziert Engi anhand des Zusammenhangs von Würde und Unverfügbarkeit: «Würde», so kann er programmatisch schreiben, «bedeutet einen Status prinzipieller Unverfügbarkeit.» (p. 31) Was heisst es aber, einer Entität einen solchen Status der Unverfügbarkeit zuzuerkennen? Unter Rückgriff auf Überlegungen Lutz Wingerts und Rainer Forsts führt der Autor aus, dass «[d]ie Unverfügbarkeit einer Entität zu achten heisst [...], ihr gegenüber so zu handeln, dass für das Handeln gute Gründe angeführt werden können, und in der Möglichkeit, gute Gründe anführen zu können, eine Pflicht gegenüber dieser Entität zu sehen.» (p. 33) Kurz und bündig: «Wir schulden dem, was Würde hat, Gründe.» (ebd.)

An diese Überlegungen knüpft der Autor in den rechtlichen Analysen der Teile II und III an: Die Kreaturwürde wurde im Unterschied zur Menschenwürde als relatives Konzept entworfen. Sie lässt also eine Abwägung nicht nur zu, sondern macht sie geradezu erforderlich. Die Nutzung von Tieren wird an das Vorbringen von Gründen geknüpft, was die Frage dringlich macht, welcher Art denn diese Gründe sein müssen. Denn offenkundig wird der Unverfügbarkeit eines Wesens nicht Rechnung getragen, wenn beliebige Gründe seine belastende Behandlung oder Tötung rechtfertigen können. Um die Norm der Tierwürde griffiger zu machen, plädiert der Verfasser dafür, den Kreis der rechtfertigungsfähigen Interessen auf *moralisch erhebliche* zu beschränken, sodass beispielsweise rein ökonomische Interessen die Belastung von Tieren nicht rechtfertigen könnten. Überlegungen zum Schutz der Würde von Pflanzen runden die Studie ab, deren Schwerpunkt aber eindeutig auf der Tierwürde liegt.

Braucht es tatsächlich eine weitere Auseinandersetzung mit der «Würde der Kreatur»? Diese Frage muss man nach der Lektüre von Engis Studie klar bejahen, gerade weil der Verfasser auf das *rechtliche* Konzept der Würde der Kreatur fokussiert. Wohltuend

nüchtern, klar und methodisch reflektiert legt der Autor nicht nur einen Beitrag zur Klärung des Würdebegriffs vor, er führt vor allem auch konkrete Möglichkeiten vor Augen, wie die Kreaturwürde innerhalb der bestehenden Rechtsordnung griffiger ausgestaltet werden könnte. Dazu zählt nicht nur die erwähnte Beschränkung der rechtsfähigen Interessen in der Güterabwägung, sondern auch die Formulierung eines absolut geschützten Kerngehalts der Tierwürde nach dem Vorbild der Menschenwürde. Das ist bewusst nicht revolutionär, aber gerade deshalb weiterführend. Das schmale, aber gehaltvolle Buch ist nicht zuletzt für juristische Laien aufschlussreich, weil ihnen die Architektur des Rechts und dessen Instrumente plastisch vor Augen geführt werden.

Christoph Ammann, Zürich

Robert Holcman (2015). Inégaux devant la mort – «Droit à mourir», l'ultime injustice sociale

Dunod, Paris (Collection santé sociale), 208 pages
ISBN 978-2-1007-2883-1

Economiste et gestionnaire hospitalier français, Robert Holcman publie un ouvrage dense sur le thème de la fin de vie qui pourrait constituer une référence utile, que salueront toutefois surtout ceux qui restent très réticents voire opposés à la libre détermination des personnes dans ce domaine. Il ne rend pas justice à la réalité d'aujourd'hui: évolution démographique, pathologies principales et leur chronicité, évolutions dans les relations soigné-soignant.

L'ouvrage laisse une impression de théorie. On n'y trouve pas de récits cliniques, d'histoires de patients qui fassent toucher du doigt ce que vivent les malades, leurs proches et soignants. On est surtout confronté à des argumentations intellectuelles; elles ont leur importance mais il convient de faire la part de ce qui est options doctrinaires et de ce qu'on sait pratiquement. Le rapport Sicard (décembre 2012) a été limpide dans sa conclusion: «en général, on meurt mal en France aujourd'hui et il est urgent d'améliorer la situation.» Pour cela, le développement des soins palliatifs est à l'évidence une avenue majeure mais ne saurait être l'entier de la solution. «Inégaux devant la mort» ne suggère pas d'avancée.

La grande différence entre Holcman et d'autres est dans l'importance et le respect accordés à l'autonomie de la personne. On peut, on doit bien sûr avoir le souci que les décisions prises soient bien réfléchies mais on ne saurait retourner à des postures paternalistes élitistes. Où ceux qui sauraient mieux (?) pourraient disqualifier les patients qui ne pensent pas comme soi, dont l'avis serait forcément peu crédible si, par hypothèse, ils sollicitent une aide au suicide.

S'agissant d'inégalité, Holcman rappelle à juste titre la constante, qui préoccupe les professionnels de santé publique et doit préoccuper les politiques, des inégalités dans l'accès aux soins pour les groupes moins favorisés, leurs morbidité et mortalité plus élevées. Dans la foulée, il craint que les personnes précarisées soient poussées plus que d'autres à envisager de mettre fin à leurs jours – cas échéant pour des motifs matériels. Souci tout à fait estimable qui doit retenir l'attention. Mais il y a une autre inégalité qui n'est pas admissible, au plan citoyen: la réalité qu'un statut social élevé rend plus facile l'accès aux moyens de terminer sa vie. Qu'il suffise de rappeler que Mme Jospin, mère d'un premier ministre, a pu bénéficier d'une aide au suicide. Plus avant, Holcman évoque le fait indiscuté qu'il y a, en France aussi, un nombre notable d'assistances au suicide et d'euthanasies qui ne disent pas leur nom. Il les regrette mais semble s'accommoder de cette clandestinité. A notre sens, le fait que ces choses soient tolérées sous le manteau enlève beaucoup au poids d'argumentations dogmatiques refusant de considérer dans la clarté une évolution sociétale profonde.

Jean Martin

Hilde Lindemann (2014). *Holding and Letting Go. The Social Practice of Personal Identities*

**Oxford University Press, Oxford, New York, 219 pages
ISBN 978-0-1997-5492-2**

L'auteure, professeur de philosophie à l'Université du Michigan, a écrit déjà plusieurs ouvrages sur l'éthique. Ce livre est formé de six chapitres, tous illustrés par des exemples si vivants qu'on se croirait au théâtre, traitent de sujets, au premier abord, disparates. A la lecture cependant, l'unité du message devient évidente: Dans toutes ces situations difficiles, la décision éthique doit être basée, avant tout, sur le respect de la personne humaine; avec en arrière fond, la grande question, très ancienne mais jamais résolue: Qu'est-ce qu'une personne?

Au premier chapitre (*What Child is This?*), le meilleur à mon avis, Hilde Lindemann nous plonge d'emblée dans un exemple chargé d'émotion: Sa rencontre à l'âge de six ans, avec sa petite sœur Carla atteinte d'une hydrocéphalie grave entraînant un retard psychomoteur majeur, incapable de déglutir et de se mouvoir, et ne communiquant qu'avec le regard et le sourire. Carla a vécu une année environ dans sa famille aimante et est décédée d'une infection fébrile. La philosophe démontre que toutes les attitudes possibles face à un enfant très handicapé s'articulent autour de la question: Carla était-elle une personne? Pour sa mère et sa sœur Hilde la réponse est un oui sans hésitation. Malgré la peine de chaque instant (soigner l'enfant et la voir souffrir), cette brève vie fut pour elles une

réalité très positive, irremplaçable et inoubliable au sens fort du terme.

Le second chapitre est consacré à l'avortement, et tourne autour de la même question: le fœtus est-il une personne? L'auteure répond par la négative, sans apporter de nouveaux arguments au débat. Le troisième chapitre essaie de comprendre d'où viennent chez l'être humain le jugement moral, le besoin d'obéir à des règles et la liberté de les transgresser. L'accent y est mis sur le rôle puissant du langage. Deux autres chapitres interrogent les maladroites et les fautes que chacun de nous commet quand il ne reconnaît pas l'identité de l'autre, et sur les personnalités hypocrites, perverses ou démentifiées qui font problème à leurs proches. Je m'y suis senti gêné par un arrière-fond philosophique contestable à mon point de vue, notamment cet enthousiasme pour la théorie des genres, et pour les idées de Gillett qui nie l'apport de Freud à notre conception de la personne.

Le dernier chapitre s'intéresse à la fin de vie. Hilde Lindemann, par des exemples très bien contés, ne donne pas dans le paternalisme ni le dogmatisme.

A la fin de la lecture de ce livre dense et assez difficile, j'ai ressenti à la fois de l'admiration et une certaine déception. Différence de culture? Peut-être, mais pas seulement. Ce qui m'a rendu triste c'est qu'en contradiction avec mon expérience de médecin hospitalier, l'élément principal de la personne, pour elle-même et dans le regard des autres, son noyau religieux (au sens large du terme), soit passé sous silence.

Jacques Petite, Martigny

Johann Platzer, Elisabeth Zissler (Hg.) (2014). *Bioethik und Religion. Theologische Ethik im öffentlichen Diskurs*

**Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, 451 Seiten
ISBN 978-3-8487-1560-2**

Der dem Grazer Moraltheologen und Mediziner Walter Schaupp gewidmete Sammelband fragt nach den Bedingungen, Möglichkeiten und Grenzen von Bioethik aus theologischer Perspektive. Die 21 Beiträge, die mehrheitlich von katholischen Autorinnen und Autoren aus Österreich verfasst wurden, reichen von grundsätzlichen Überlegungen zum Verhältnis von Religion und Öffentlichkeit in der liberalen Gesellschaft bis hin zur Reflexion konkreter Anwendungsfälle in Medizin- und Bioethik. Die vier Themenblöcke des Bandes reflektieren zwei in gewisser Weise gegenläufige Entwicklungen: den in den Politik- und Sozialwissenschaften seit geraumer Zeit unter der Überschrift «Rückkehr der Religion» diskutierten Übergang von der liberal-säkularen zur postsäkularen Gesellschaft und andererseits das sukzessive Verschwinden der Theologie aus der institutionalisierten Bioethik, also genau jener Disziplin,

deren Vertreterinnen und Vertreter wesentlich zur Etablierung einer öffentlichen und institutionalisierten Bioethik beigetragen haben. Natürlich weisen die Säkularisierungsdynamiken in der globalen Bioethik nationale Spezifika auf. Die Beteiligung von Theologie und Kirchen an der institutionalisierten Bioethik ist etwa in Österreich und Deutschland geringer als in den USA, aber stärker als in der Schweiz. Dessen ungeachtet hinken die Wahrnehmung und Anerkennung der gesellschaftlichen Bedeutung von Religion und religiösen Überzeugungen in der Bioethik den politik- und sozialwissenschaftlichen Debatten weit hinterher. Das Anliegen des Sammelbandes besteht darin, die beiden mehr oder weniger aneinander vorbeilaufenden Debatten zu verbinden und auf ihre Konsequenzen für die Bioethik zu befragen. Damit präsentieren die Beiträge – wie die Herausgeber im Vorwort anmerken (p. 9) – zugleich eine Gegenthese zu der, prominent von H. Tristram Engelhardt vertretenen Auffassung, dass in pluralen liberalen Gesellschaften vernünftige Konsense ausgeschlossen seien und Bioethik sich deshalb in gegeneinander abgeschottete, weltanschaulich homogene Milieus zurückziehen habe.

Der erste Teil des Sammelbandes «Religion im öffentlichen Diskurs» befasst sich mit der wesentlich von John Rawls und Jürgen Habermas angestossenen Diskussion über die liberal-demokratietheoretischen Leitkategorien «Säkularisierung», «Pluralität», «Religionsfreiheit» und «Öffentlichkeit». Der zweite Abschnitt «Zur Identität Theologischer Ethik» widmet sich aus römisch-katholischer Sicht Grundlagen- und Begründungsfragen theologischer Bioethik, dem Verhältnis

von Moralthologie und Kirche und dem Begriff der Heiligkeit des Lebens in Konfrontation mit Peter Singers Praktischer Ethik. Im dritten Teil «Reflexionen bioethischer Themenfelder» werden exemplarische Praxisfelder angewandter Bioethik vorgestellt. Das Spektrum reicht von der gerechten Organallokation über die rechtliche Regelung der Fortpflanzungsmedizin auf den Philippinen bis zur Frage der Identität von Spitälern in kirchlicher Hand. Der abschliessende vierte Abschnitt «Erfahrungsberichte aus der Praxis» diskutiert den Einfluss theologischer Bioethik auf verschiedenen Ebenen der Politikgestaltung einerseits und gesellschaftlichen Praxisfeldern andererseits. Die Anwendungsbeispiele stammen aus dem Europarat, dem Deutschen Ethikrat und der Österreichischen Bioethikkommission sowie Ordensspitälern, der Ethikberatung im Gesundheitswesen und von Behandlungsentscheidungen am Krankenbett.

Ungeachtet ihrer deutlich konfessionellen Ausrichtung bieten die Beiträge des Bandes einen repräsentativen Einblick in das bioethische Engagement aus dezidiert religiöser Perspektive. Die Texte machen auch einem Lesepublikum, das diesen Zugang nicht teilt, deutlich, dass die üblicherweise vorausgesetzte liberal-autonomieethische Position von der moralischen Indifferenz medizinischen und bioethischen Handelns nur diejenigen zufrieden stellen kann, die – aus pragmatischen, Zeit- oder welchen Gründen auch immer – meinen, auf eine Reflexion der Bedingungen ihres Handelns verzichten zu können.

Frank Mathwig, Bern